

FIXATION DES VENDEURS INFORMELS DE LA RUE DE FRANCE AU POLYGONE, À CONSTANTINE

Une expérience à méditer

Plus d'un mois après leur évacuation sous haute surveillance policière de la rue du 19-Juin-56 (ex-rue de France) qu'ils squattaient, les «ex-vendeurs informels» de ladite rue n'ont toujours pas rejoint le site aménagé à cette effet au Polygone (ZI, le Palma).

Cette situation déplorable a d'ailleurs poussé les autorités locales, qui misaient sur cette opération pour «intégrer graduellement les commerçants informels dans le circuit légal», à sommer, mardi, les bénéficiaires de rejoindre leurs emplacements respectifs avant le 24 août prochain. Au-delà, les récalcitrants verront leurs autorisations administratives retirées définitivement, a affirmé un responsable de la DCP.

Un avertissement qui, à tout point de vue, ne semble guère inquiéter les bénéficiaires qui, faut-il le noter, à peine installés dans leurs emplacements, se sont redéployés à l'occasion du mois de Ramadan, propice aux bonnes affaires, un peu partout à travers les quatre coins de la ville. En effet, bon nombre parmi ces «ex-vendeurs informels» se sont réinstallés aux alentours du marché couvert de la nouvelle-ville Ali-Mendjeli, place de l'Indépendance, au Khroub, ou encore sur les trottoirs longeant le pont de Bab El-Kantara et l'entrée de la rue Larbi Ben M'hidi. Interrogés sur les raisons ayant fait que le marché du Polygone peine à décoller, des bénéficiaires de carrés destinés à la vente de produits cosmétiques qui se sont transformés pour la cir-

constance, encore une fois, en vendeurs informels de fruits et légumes à la nouvelle-ville sont catégoriques : «S'installer là-bas (marché du Polygone), c'est un suicide assuré.» Autrement dit, «la faillite» car le-dit marché «ne fait pas recette et est toujours boudé par les clients, habitués à faire leurs emplettes au centre-ville, plus précisément à la rue de France, réputée, du reste, pour être l'une des rues marchandes de Constantine parmi les plus fréquentées et par conséquence la plus lucrative pour les affaires», selon notre interlocuteur.

D'autres attributaires, des «assidus» des marchés hebdomadaires limitrophes de la wilaya de Constantine, à l'instar de ceux des villes d'El-Harouche, Aïn M'lila ou encore le fameux souk de Tadjenanet ne cachent pas leurs plans. «L'acquisition de ces emplacements constitue pour eux un investissement. Le jour où le marché prend son envol, on avisera. En attendant, je préfère sillonner les souks hebdomadaires, là où je peux gagner ma journée convenablement», affirme ce vendeur «occasionnel» de fruits et légumes. Et à son ami d'enchaîner, dans le même ordre d'idée : «Dans le pire des cas, je louerai



Photo : DR

mon emplacement à d'autres, moi je me plais ici, c'est plus rentable.»

Outre la question de «rentabilité» qui revient fréquemment dans les arguments de ces jeunes, celles du transport et des commodités se posent également avec insistance. Et dire que commission de wilaya d'attribution, services communaux et direction du commerce n'ont cessé de marteler que «le marché en question dispose de toutes les commodités nécessaires à son fonctionnement». Installée dans le sillage des mesures décidées par le gouvernement dernièrement visant «l'éradication de l'informel à travers notamment l'intégration graduelle des vendeurs illégaux dans le circuit légal», l'opération de «fixation des marchands illégaux»

semble être un coup d'épée dans l'eau. Sinon, comment expliquer le comportement de ces jeunes qui rechignent à rejoindre le marché aménagé, invoquant dans la foulée diverses contraintes ?

Et dire qu'avant même le déclenchement de cette opération, des voix pessimistes, voire catégoriquement opposées représentant des commerçants, des citoyens et des élus locaux se sont élevées pour prédire «l'échec d'une telle entreprise». Car, estiment les uns et les autres, «ce n'est rien qu'une fuite en avant des pouvoirs publics qui, après avoir laissé faire, au lendemain des émeutes de janvier dernier, veulent aujourd'hui en finir avec l'informel.

D'ailleurs, le problème de l'informel ne date pas d'hier, et à chaque fois ce sont des solutions de circonstance et de conjoncture qui sont dégagées par l'administration», soutient un élu de la commune de Constantine.

Peu convaincante, cette première expérience de «fixation» de pas moins de 594 commerçants, activant dans l'informel au centre-ville sur un total de plus de 2 800 marchands illégaux, selon les estimations établies par les pouvoirs publics, bat déjà de l'aile. Elle est qualifiée de hasardeuse et irréfléchie par le commun des citoyens.

Farid Benzaid

CHLEF

Pénurie d'eau potable à Aïn-Merane

Les habitants des localités périphériques de la daïra de Aïn-Merane, 30 km du chef-lieu de la wilaya de Chlef, déplore la pénurie d'eau qui, selon eux, perdure depuis 4 mois. La cause, les travaux des nouveaux branchements encore en chantier. Sans les quelques fontaines des particuliers et les citernes ambulantes, quel aurait été le sort de ces habitants ? D'autant plus que la majorité d'entre eux ne peuvent payer la citerne dont le prix dépasse les 1 000 DA. Interrogé à propos de cette pénurie, le maire de Aïn-Merane a affirmé que le taux d'avancement des travaux est à 90% et que l'eau coulera très bientôt.

«Il nous reste à raccorder le puits de la localité de Sidi Salah au réservoir récemment édifié, ce dernier est d'une capacité de 250 m³», enchaînera-t-il. Les citoyens sollicitent l'intervention immédiate des responsables des eaux afin de mettre un terme à cette situation si difficile, notamment en cette saison connue par la forte demande de cette denrée vitale.

Zakarya Mahfoud

TIARET

Des voleurs de cheptel et de volailles arrêtés

Pas moins de trois malfaiteurs impliqués dans une affaire de vol de cheptel ont été neutralisés mercredi dernier aux environs de 21h30 lors d'un barrage de contrôle dressé par les éléments de la brigade de Gendarmerie nationale de Dahmouni, dans la wilaya de Tiaret, apprend-on de sources sûres. Ainsi, profitant de l'obscurité et du moment de la rupture du jeûne, les trois malfrats ont en effet réussi à s'introduire dans une ferme située dans la localité de Sebaine avant de repartir avec quelques têtes d'ovins à bord d'une camionnette.

Arrivés à hauteur d'un barrage et à l'issue d'une fouille opérée par les gendarmes, les trois voleurs ont été arrêtés et le cheptel récupéré avant d'être remis à son propriétaire. Une enquête a été ouverte par la même brigade pour tenter de faire le lien avec d'autres cas similaires enregistrés dans la région. Par ailleurs, jeudi passé, vers 2h30 du matin, un poulailler implanté à Karmane dans la périphérie de la ville a été cambriolé par des individus qui ont pu emporter une dizaine de dindes. L'enquête menée par la gendarmerie avec la contribution du propriétaire s'est soldée par l'identification des voleurs et leur présentation devant la justice pour vol avec récidive et création d'association de malfaiteurs.

A noter qu'au titre du dispositif de sécurité mis en place durant le mois sacré, le groupement de gendarmerie de la wilaya de Tiaret a élaboré un riche programme basé entre autres sur des patrouilles nocturnes et des barrages routiers.

12 cas d'intoxication alimentaire

Douze personnes ont été admises entre mercredi et jeudi aux UMC de l'hôpital Youssef-Damardji de Tiaret pour avoir consommé des aliments infectés, a-t-on appris de sources hospitalières. Souffrant de malaises au niveau de l'abdomen aggravés de vomissements et de diarrhées, huit parmi elles ont regagné leur domicile après avoir reçu les premiers soins alors que quatre autres étaient toujours gardées en observation jusqu'à jeudi après-midi. Selon nos informations et sous réserve des résultats des analyses, la consommation de pastèque et de poisson avariés serait à l'origine de cette intoxication alimentaire, un phénomène récurrent en cette période des grandes chaleurs.

Mourad Benameur

TLEMCEN

La colère des estivants à Rachgoun

Ce n'est pas la première fois que les estivants et les propriétaires de cabanons expriment leur déception. Les saisons estivales se suivent et se ressemblent sur le littoral de Béni-Saf et plus particulièrement à Rachgoun-Plage.

Rien n'est plus comme avant, selon les estivants qui fréquentent depuis des années cette plage, le problème d'eau potable se pose toujours et on a toujours recours aux citernes avec le risque que cela comporte. Le vacarme nocturne, le problème de stationnement et la circulation anarchique font fuir plus d'un. Les commerces installés sous des tentes défigurent la formidable vue qui donne sur l'île de

Rachgoun et ce n'est pas de cette manière qu'on encourage les gens à investir dans le secteur touristique, d'autant plus que c'est la seule activité qui fait vivre la région.

En ce qui concerne la propreté du rivage, beaucoup reste faire. A l'époque, les services de l'APC utilisaient un engin spécialement pour nettoyer le sable, et ce, durant toute la période estivale. L'éclairage public est inexistant sur 1 km à l'entrée de Rachgoun.

Il suffit tout simplement parfois de bonne volonté pour améliorer les conditions d'accueil des vacanciers, mais aussi des autochtones qui s'acquittent de leurs impôts.

Les pouvoirs publics doivent aussi com-

battre un nouveau fléau, les nuisances sonores occasionnées par les motos qui sont vécues comme un véritable enfer, aussi bien par les estivants que par la population de Rachgoun. Quant aux apprentis chebs, ils déversent leurs décibels jusqu'à l'aube. Mais il y a aussi un grave problème qui doit faire l'objet d'une priorité, le débordement des fosses septiques représente un danger pour tout le village. Peut-on autoriser une plage à la baignade avec un risque pareil ? Un plan bleu ça se prépare sérieusement et seuls les professionnels du tourisme peuvent assurer une bonne saison estivale.

M. Zenasni

Précisions de la CFPO

Dans son édition du 14 août 2011, votre quotidien a publié un article à propos du litige qui oppose notre société à Djegaguen, portant sur la propriété de la marque «Orangina».

Cet article partisan signé M. B. est à l'antipode de la vérité. En vertu de notre droit de réponse, vous voudrez bien publier dans votre journal, dans les mêmes formes et à la même place, la mise au point qui suit :

La CFPO n'a pas à partager ce qu'elle estime lui appartenir. Elle s'est pourvu en cassation contre l'arrêt de la cour de Blida du 8 mai 2010, comme le lui permet la loi. L'auteur de l'article déclare mensongèrement que Djegaguen aurait, le premier, déposé la marque «Orangina» en Algérie juste après l'indépendance. Il lui appartient, avant de faire une telle déclaration, de vérifier ses sources. Jugez-en par vous-même. C'est en 1969 que, usant d'artifices, Djegaguen a déposé la marque. De son côté, CFPO a protégé sa marque, tant par des enregistrements internationaux que par des enregistrements nationaux. Il appert ainsi que, en Algérie, la marque est protégée au nom de CFPO par deux sortes d'enregistrements : des enregistrements internationaux couvrant l'Algérie — des enregistrements nationaux.

Enregistrements internationaux couvrant l'Algérie

La dénomination «Orangina» a été déposée à titre de marque pour la première fois le 21 janvier

1935. Cet enregistrement international a été renouvelé en 1954, en 1974 en en 1994. La prochaine échéance est en 2014.

Enregistrements en Algérie

La marque «Orangina» a fait l'objet d'un dépôt en Algérie le 17 mars 1953. Cet enregistrement a ensuite été renouvelé après l'indépendance en 1964, et, depuis, a été régulièrement renouvelé à ce jour, conformément à la loi.

Ces renouvellements successifs ont été publiés au Bulletin de la propriété industrielle et sont, de ce fait, opposables aux tiers et notamment à Monsieur Djegaguen. Sur pourvoi de notre société, la Cour suprême a, par arrêt du 4 avril 2007, cassé l'arrêt de la cour de Blida du 9 mars 2004 disant la propriété de la marque commune aux parties. Dans son arrêt, la haute juridiction relève que la CFPO a régulièrement renouvelé l'enregistrement de la marque et qu'elle n'a jamais cessé son exploitation, contrairement à ce que vous affirmez dans votre article. Comme l'arrêt du 9 mars 2004 cassé par la Cour suprême, la cour de Blida, par son arrêt du 8 mai 2010, a de nouveau déclaré la propriété commune aux parties. La CFPO s'est de nouveau pourvu en cassation de l'arrêt du 9 mars 2004. L'affaire étant actuellement pendante devant la Cour suprême et sera évoquée dans on audience du 8 septembre 2011.

Le 17 août 2011, la CFPO

ALGER Louable initiative à Bir Mourad Raïs

La section syndicale de l'APC de Bir-Mourad-Raïs, avec l'aide du président de l'APC, a pu envoyer des enfants en colonie de vacances à Boulimat (Béjaïa).

De la même manière, elle a remis des prix aux lauréats des examens de 5^e, BEM et bac.

C'est la première fois que l'APC de Bir Mourad Raïs s'engage dans une telle initiative. Espérons que ce ne sera pas la dernière.

R. N.